Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 38 (2001)
Heft: 1486

Rubrik: Forum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Entre conséquences et résistance

La mondialisation n'est pas un phénomène auquel nous devons nous opposer, mais que nous devons nous approprier.

Par Dan Gallin, président du Global Labour Institute (GLI)

Dans toute discussion sur la mondialisation, ou sur la globalisation, il est facile de confondre cause et effet. La mondialisation est au départ un processus de transformation de la vie économique à la suite de l'introduction de technologies nouvelles, fondées sur l'informatisation, essentiellement dans le domaine des communications et des transports. Dans ce sens, la mondialisation est une réalité incontournable et irréversible, au même titre que la révolution industrielle qui a suivi l'invention de la machine à vapeur ou du moteur à explosion.

Et comme toutes les grandes transformations, cette mondialisation a des conséquences sociales, politiques et culturelles qui ne sont en aucun cas incontournables ou irréversibles. Au contraire, elles sont le résultat d'un rapport de force entre ceux qui défendent le capital et ceux qui défendent le mouvement ouvrier.

Il est important d'avoir ces distinctions à l'esprit: d'abord, parce que nous pouvons concevoir un modèle de mondialisation conforme aux intérêts des travailleurs et, plus généralement, des peuples. La mondialisation n'est donc pas un phénomène auquel nous devons nous opposer, mais que nous devons nous approprier.

Les conséquences sociales et politiques de la mondialisation

Les effets de la mondialisation sur l'économie et sur la société sont désormais suffisamment connus. Mais il est nécessaire de revenir en détail sur les trois facteurs qui sont au centre des rapports de force sociaux et politiques. Il s'agit de l'essor des sociétés transnationales, du rôle de l'État et de la formation d'un marché global du travail.

Les sociétés transnationales (STN) sont le principal moteur et en même temps les principaux bénéficiaires des transformations technologiques qui sous-tendent la mondialisation. Elles sont environ 63000 et, avec leurs 690000 filiales, elles représentent un quart du PIB mondial et un tiers des exportations. Sur les 100 plus grandes économies du monde, 51 sont des STN et 49 des États.

La concentration progressive du capital transnational aboutit à un contrôle de secteurs économiques clefs par un petit nombre de STN : télécommunications, pesticides, ordinateurs, produits pharmaceutiques, pétrole, alimentation, commerce de détail, commerce des matières premières, banques, assurances.

Grâce à l'extrême mobilité du capital, le pouvoir politique des STN est à la mesure de leur pouvoir économique. Ainsi le capital transnational peut se soustraire aux contrôles exercés sur lui dans le cadre de l'État national. Désormais, l'État se trouve en position de faiblesse vis-à-vis du capital transnational, qui peut lui imposer ses conditions, par un chantage à l'investissement ou à la fiscalité.

L'État ne peut donc plus jouer son rôle de régulation et de répartition des richesses. C'est donc au mouvement syndical ainsi qu'aux partis politiques de freiner l'emprise croissante des sociétés transnationales. Je veux croire que le mouvement socialiste, au moins en partie, a conservé une capacité à s'organiser internationalement – et je ne parle pas de l'Internationale socialiste, qui est un club de notables et pour le reste une coquille vide. Je pense qu'il faut s'opposer aux privatisations, qui renforcent encore davantage le pouvoir des STN, et qu'il faut défendre le service public dans une perspective plus large du bien public. Mais je ne pense pas que cette bataille peut être gagnée en nous exilant intellectuellement et politiquement dans un réduit national-étatiste.

Sur le marché du travail

Le marché du travail aussi se transforme. En raison de la fluidité des communications et de la mobilité du capital, les travailleurs de tous les pays sont en concurrence. Là aussi, les STN sont en mesure d'exercer un chantage à l'investissement, non seulement sur les États mais aussi sur les syndicats.

Tout aussi inquiétante que les délocalisations, la restructuration des processus de production. Les entreprises « dégraissent », c'est-à-dire qu'elles conservent un noyau de travailleurs hautement qualifiés et de techniciens, et qu'elle sous-traitent la plus grande partie possible de la production à d'autres qui sous-traitent à leur tour, pour aboutir finalement au travail à domicile.

L'entreprise moderne est la coordinatrice d'opérations de sous-traitance en cascade, hors structure, mais dépendantes, et qui peuvent se trouver n'importe où dans le monde, offrant des conditions de travail et de salaire qui se dégradent au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre vers la périphérie.

Retenons encore que les principaux pays qui fournissent la main-d'œuvre la meilleur marché du monde sont des dictatures. La Chine draine le quart des investissements directs étrangers (IDE) dans le monde; le Vietnam accueille une des principales usine Nike, alors que l'Indonésie, autre grand pôle d'attraction des IDE, sort à peine de plus de trente ans de dictature militaire. On pourrait multiplier les exemples. En d'autres termes, le «marché global du travail» n'est pas du tout un «marché» au sens classique du terme, régi par des lois économiques. Il est régi par des lois politiques, par l'intervention de l'État sous forme de répression policière et militaire.

La syndicalisation des travailleurs du marché global du travail implique donc très souvent une lutte pour les droits élémentaires de la personne, en commençant par le droit à la vie. ■